

TITEL IV. — De bevoegdheden van de directeur-generaal en van de inspecteur-generaal

HOOFDSTUK XXV.

Art. 72. De directeur-generaal is bevoegd voor :

- de afdeling "Grote teelten";
- de afdeling "Zuivelprodukten";
- de afdeling "Fokkerij en Vlees";
- de afdeling "Klein vee en diversen";
- de bevordering in het Vlaamse Gewest en voor de betrekkingen met de VLAM;
- de samenwerking met de O.P.W.
- het personeelbeheer;
- het economaat;
- de boekhouding.

HOOFDSTUK XXVI.

Art. 73. De inspecteur-generaal is bevoegd voor :

- de afdeling "Tuinbouw";
- de afdeling "Innige";
- de afdeling "Agrovoeding";
- de samenwerking met de DARE-AWEX;
- de bevordering in het Brusselse Gewest en voor de betrekkingen met de instelling verantwoordelijke voor de bevordering in Brussel-Hoofdstad;
- de informatica;
- de ordonnancering.

Gezien om te gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de huishoudelijke reglementen, de delegaties en de bevoegdheden van de beheersorganen van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (O.R.P.A.H.) (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw).

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 2525

[C — 27498]

**13 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
permettant la destruction de certaines espèces gibier**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 février 1882 sur la chasse, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment les articles 7 a, b et c, 9 et 30ter;

Considérant que pour prévenir les dommages importants causés par certaines espèces gibier aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries et dans l'intérêt de la faune, de la flore, de la santé et de la sécurité publiques, il n'existe pas de solution satisfaisante autre que la destruction, sans nuire pour autant à la survie des populations concernées;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre des mesures en matière de destruction de certains animaux gibiers applicables dès le 1er juillet 1995, date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1er. Toute personne pratiquant la destruction au moyen d'une arme à feu de tout animal visé au présent arrêté doit être majeure et détentrice d'une assurance couvrant les conséquences civiles de son acte.

L'obligation de la détention de cette assurance n'est toutefois pas applicable aux fonctionnaires et préposés de la Division de la Nature et des Forêts.

§ 2. Lorsque, par application des dispositions du présent arrêté, une demande de destruction est acceptée favorablement, l'ingénieur chef de cantonnement peut mettre fin à tout moment à cette autorisation lorsque les circonstances justifiant la destruction ont cessé d'exister.

CHAPITRE II. — De la destruction du sanglier

Section 1re. — Des circonstances de temps et de lieu

Art. 2. Dans le respect des dispositions du présent chapitre, la destruction du sanglier peut se faire toute l'année, entre une heure avant le lever du soleil et une heure après son coucher, dans toute la Région wallonne.

Section 2. — Des méthodes qui peuvent être mises en œuvre

Art. 3. La destruction du sanglier ne peut être effectuée qu'à l'affût ou à l'approche, sans traqueurs ni rabatteurs et sans chiens, et uniquement à balle.

L'usage d'un chien est toutefois autorisé pour la seule recherche d'un animal blessé.

Le mirador peut être utilisé dans le respect des dispositions de l'article 9bis, § 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Section 3. — Des personnes habilitées à détruire et des conditions que ces personnes doivent remplir

Art. 4. La destruction du sanglier est effectuée par l'occupant.

L'occupant peut inviter les personnes suivantes à effectuer cette destruction à sa place :

1° le titulaire du droit de chasse sur les terrains concernés qui y exerce effectivement ce droit et ses gardes assermentés;

2° à défaut des premiers, le chasseur du territoire jouxtant les terrains concernés, muni d'un permis régulier, et ses gardes assermentés;

3° à défaut de ce chasseur, tout autre chasseur muni d'un permis régulier.

Art. 5. Il est interdit de pratiquer la destruction du sanglier sans autorisation préalable de l'ingénieur chef de cantonnement et sans avertissement donné au titulaire du droit de chasse sur le territoire à défendre.

La demande doit être adressée, par pli recommandé ou contre récépissé, par l'agriculteur occupant ou par l'exploitant. Elle précisera l'identité de la personne qui procédera à la destruction.

L'ingénieur chef de cantonnement, statuant dans les trois jours ouvrables, peut limiter ou interdire cette destruction.

Passé ce délai, la demande de destruction est considérée comme ayant été acceptée favorablement.

L'autorisation est valable six mois maximum et est renouvelable.

Section 4. — Des battues de destruction au bois en faveur de la protection des cultures

Art. 6. Par dérogation aux dispositions du présent chapitre, lorsque dans une partie de la Région wallonne, il sera constaté que la présence d'une trop grande quantité de sangliers cause des dommages importants à l'agriculture, le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement, sur avis du directeur ou de l'ingénieur principal chef de service territorialement compétent, pourra autoriser des battues de destruction dans certains bois et forêts entre le 16 janvier et le 15 avril.

Ces battues ne pourront être effectuées que :

1° par le ou les titulaires du droit de chasse munis d'un permis régulier;

2° le jour, en présence du service forestier.

Le tir du sanglier ne pourra se faire qu'à balle.

CHAPITRE III. — De la destruction du renard, du chat haret, de la fouine et du putois

Section 1re. — Des circonstances de temps et de lieu

Art. 7. § 1er. La destruction du renard, du chat haret, de la fouine et du putois peut se faire toute l'année, de jour comme de nuit, sur tout le territoire de la Région wallonne.

Toutefois, l'usage de pièges et de bricoles selon les modalités prévues à la section 2 du présent chapitre est interdit à plus de 50 mètres à l'intérieur des bois et des forêts.

§ 2. Lorsque la destruction des espèces animales visées dans le présent chapitre est effectuée au moyen d'une arme à feu, elle ne peut se faire que depuis une heure avant le lever du soleil jusqu'à une heure après le coucher de celui-ci.

Section 2. — Des méthodes qui peuvent être mises en œuvre

Art. 8. La destruction des espèces animales visées dans le présent chapitre ne peut se faire que par armes à feu ainsi que par des pièges ou des bricoles placés de telle manière que la destruction d'autres animaux soit impossible.

L'usage des pièges est limité à des pièges d'un volume maximum de 150 dm³ qui permettent aux animaux de se mouvoir librement après capture et qui sont conformes aux modèles de l'annexe du présent arrêté.

L'usage de chiens est autorisé.

Le mirador peut être utilisé dans le respect des dispositions de l'article 9 bis, § 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Section 3. — Des personnes habilitées à détruire et des conditions que ces personnes doivent remplir

Art. 9. La destruction des animaux visés dans le présent chapitre peut se faire par :

1° les occupants;

2° les titulaires du droit de chasse munis d'un permis régulier;

3° les gardes assermentés du titulaire du droit de chasse, sur le territoire pour lequel ils sont commissionnés;

4° les fonctionnaires et préposés de la Division de la Nature et des Forêts, dans les bois et forêts soumis au régime forestier, uniquement pour ce qui concerne le renard et le chat haret. Ces fonctionnaires et préposés peuvent procéder à la destruction de toutes les espèces visées au présent chapitre dans les autres endroits mais seulement à la demande ou avec l'assentiment de l'occupant et du titulaire du droit de chasse;

5° les membres et collaborateurs de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège dans le seul cadre de l'épidémiologie-surveillance de la rage et de l'échinococcose, en tout temps, sur et le long des chemins publics, ainsi qu'en plaine moyennant accord préalable du titulaire du droit de chasse.

Par dérogation à l'article 7, § 2, du présent arrêté, dans le seul cadre de cette épidémiologie-surveillance, les personnes précitées peuvent faire usage, toute la nuit, d'une source lumineuse, moyennant autorisation préalable du directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement.

CHAPITRE IV. — De la destruction du lapin

Section 1re. — Des circonstances de temps et de lieu

Art. 10. La destruction du lapin peut se faire toute l'année, de jour comme de nuit, sur tout le territoire de la Région wallonne.

Lorsque cette destruction est effectuée au moyen d'une arme à feu ainsi qu'au moyen de bourses et du furet, elle ne peut toutefois se faire que depuis une heure avant le lever du soleil jusqu'à une heure après son coucher.

Section 2. — Des méthodes qui peuvent être mises en œuvre

Art. 11. La destruction du lapin peut se faire :

- 1° au moyen d'une arme à feu, avec ou sans furet, avec ou sans chiens;
- 2° au moyen de bourses et de furet;
- 3° au moyen de bricoles placées à l'entrée des terriers de lapins ou dans leurs coulées, de telle manière que la capture d'autres animaux soit impossible.

Section 3. — Des personnes habilitées à détruire et des conditions que ces personnes doivent remplir

Art. 12. § 1er. La destruction du lapin peut se faire prioritairement par :

- 1° le titulaire du droit de chasse muni d'un permis régulier.

Lorsque le terrain à protéger par le titulaire du droit de chasse ne remplit pas les conditions visées à l'article 2bis, § 1er, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, la destruction ne peut s'effectuer que moyennant une autorisation préalable de l'ingénieur chef de cantonnement qui peut refuser la demande s'il estime que la motivation est non fondée ou pour des raisons de sécurité des personnes.

La demande adressée par pli recommandé ou contre récépissé mentionne les nom, prénom et adresse des délégués éventuels ainsi que la localisation précise des parcelles concernées.

L'ingénieur chef de cantonnement statue dans les quinze jours ouvrables.

Passé ce délai, la demande de destruction est considérée comme ayant été acceptée favorablement.

L'autorisation délivrée est valable pour douze mois maximum et est renouvelable;

2° les gardes assermentés des titulaires du droit de chasse sur les terrains pour lesquels ils sont commissionnés,

3° l'occupant ou son délégué, moyennant une autorisation préalable telle que visée au point 1° du présent article. La demande précisera, le cas échéant, l'identité et l'adresse complète du ou des délégués.

§ 2. Les fonctionnaires et préposés de la Division de la Nature et des Forêts peuvent effectuer la destruction du lapin, dans les bois et forêts soumis au régime forestier. Ces fonctionnaires et préposés peuvent également procéder à cette destruction dans les autres endroits mais seulement à la demande ou avec l'assentiment de l'occupant et du titulaire du droit de chasse.

§ 3. Dans les propriétés appartenant à un propriétaire public, l'ingénieur chef de cantonnement peut autoriser toute personne à détruire le lapin au moyen de bourses et de furet avec l'accord du propriétaire.

CHAPITRE V. — De la destruction du pigeon ramier

Section 1re. — Des circonstances de temps et de lieu

Art. 13. La destruction du pigeon ramier est autorisée pendant le jour uniquement sur tout le territoire de la Région wallonne :

- a) du 1er mars au 30 juin : dans les cultures de lin ;
- b) du 1er mars au 31 août : dans les cultures de féveroles, de pois et de chicorées à café (*Cichorium intybus* L.);
- c) du 15 août au 30 juin : dans les cultures de colza d'hiver et de printemps;
- d) du 1er avril au 15 novembre : dans les cultures de tournesol.

Section 2. — Des méthodes qui peuvent être mises en œuvre

Art. 14. Pour la destruction du pigeon ramier, seuls les fusils à canon lisse et des cartouches à plomb peuvent être utilisés, à l'exclusion de toute arme semi-automatique ou automatique dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches.

L'utilisation de leurres et d'appelants est autorisée pendant l'action de destruction.

Section 3. — Des personnes habilitées à détruire et des conditions que ces personnes doivent remplir

Art. 15. § 1er. Sont habilités à détruire le pigeon ramier :

1° le titulaire du droit de chasse exerçant effectivement ce droit sur les terres où la destruction est envisagée, ses gardes assermentés ou ses délégués;

2° l'occupant des terres où la destruction est envisagée, ses gardes assermentés ou ses délégués.

Le droit de destruction revient prioritairement au titulaire du droit de chasse, à ses gardes assermentés ou à ses délégués. Ce titulaire peut également abandonner son droit de priorité au profit de l'occupant par un document écrit et signé par lui.

Ce document mentionne au minimum les nom, prénom et adresse des intéressés ainsi que la localisation précise des terres en cause. L'occupant ou les personnes que celui-ci délègue doivent être porteurs de ce document au moment où ils exercent la destruction.

Au cas où le titulaire du droit de chasse use de son droit de destruction d'une manière jugée insuffisante par l'occupant et refuse de se désister au profit de ce dernier, l'occupant pourra solliciter par pli recommandé auprès de l'ingénieur chef de cantonnement, l'autorisation, pour lui-même ou son délégué, de détruire le pigeon ramier.

L'ingénieur chef de cantonnement peut refuser cette demande s'il estime que la motivation est non fondée ou pour des raisons de sécurité des personnes.

§ 2. Le titulaire du droit de chasse ou l'occupant peut, sous sa propre responsabilité, charger de la destruction un seul délégué par cinq hectares ou fraction de cinq hectares.

La délégation doit se faire par écrit et le délégué doit en être porteur.

§ 3. Pour pouvoir procéder à la destruction du pigeon ramier, le titulaire du droit de chasse doit

- 1° être muni d'un permis de chasse valable pour l'année cynégétique en cours;
- 2° pouvoir exercer légalement son droit de chasse sur les terres où la destruction est projetée

L'obligation d'être muni d'un permis de chasse pour pouvoir procéder à la destruction n'est pas requise pour l'occupant, le délégué de l'occupant ou celui du titulaire du droit de chasse, et les gardes assermentés.

En outre, les délégués ne peuvent avoir encouru aucune condamnation pour délit de chasse, attentat contre les personnes ou les propriétés. Ils doivent être en mesure de procéder à tout moment à la destruction efficace du pigeon ramier.

Art. 16. Toute personne procédant à la destruction du pigeon ramier est tenue :

1° d'obtenir une autorisation annuelle de l'ingénieur chef de cantonnement, mentionnant les parcelles concernées.

L'ingénieur chef de cantonnement, statuant dans les trois jours ouvrables, peut limiter ou interdire cette destruction.

Passé ce délai, la demande de destruction est considérée comme ayant été acceptée favorablement;

2° d'exhiber cette autorisation à toute réquisition des agents repris à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, spécialement chargés du contrôle de cette destruction.

Art. 17. Il est interdit en tout temps de commercialiser les oiseaux détruits; ils ne peuvent être transportés en dehors de la Région wallonne.

CHAPITRE VI. — De la destruction de certains gibiers menaçant la santé ou la sécurité publiques

Art. 18. Dans toute la Région wallonne, lorsqu'un animal appartenant à la catégorie "grand gibier" ou à la catégorie "autre gibier", à l'exception des oiseaux, menace subitement et gravement la santé ou la sécurité publiques, l'ingénieur chef de cantonnement peut autoriser ou ordonner de le repousser, de le capturer ou de le détruire immédiatement par toute personne susceptible de réaliser l'opération et par tout moyen.

Il statue aussitôt quant à la destination de l'animal capturé ou tué.

CHAPITRE VII. — Des dispositions finales

Art. 19. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 24 juin 1952 déterminant les moyens et les engins autorisés pour la destruction du lapin sauvage;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 1994 portant exécution de l'article 34 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et déterminant les conditions de destruction du sanglier par les occupants et leurs gardes assermentés;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mars 1995 autorisant la destruction du pigeon ramier dans certaines cultures de la Région wallonne.

Art. 20. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

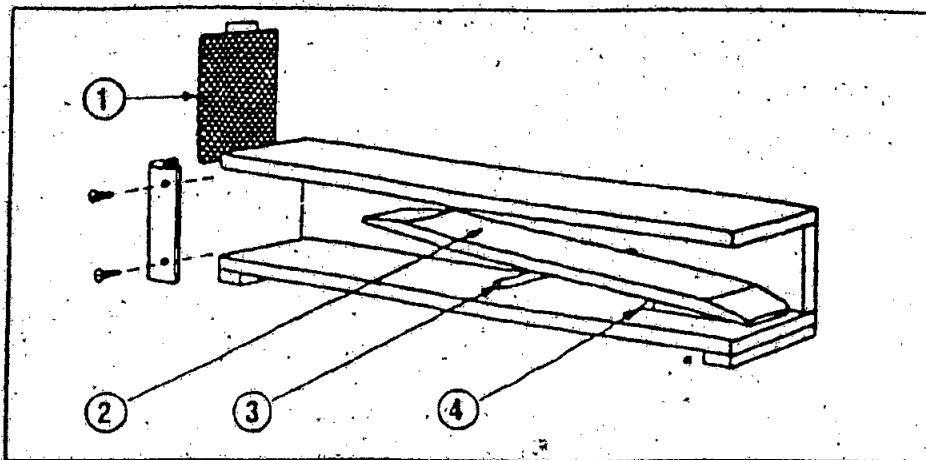
Namur, le 13 juillet 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

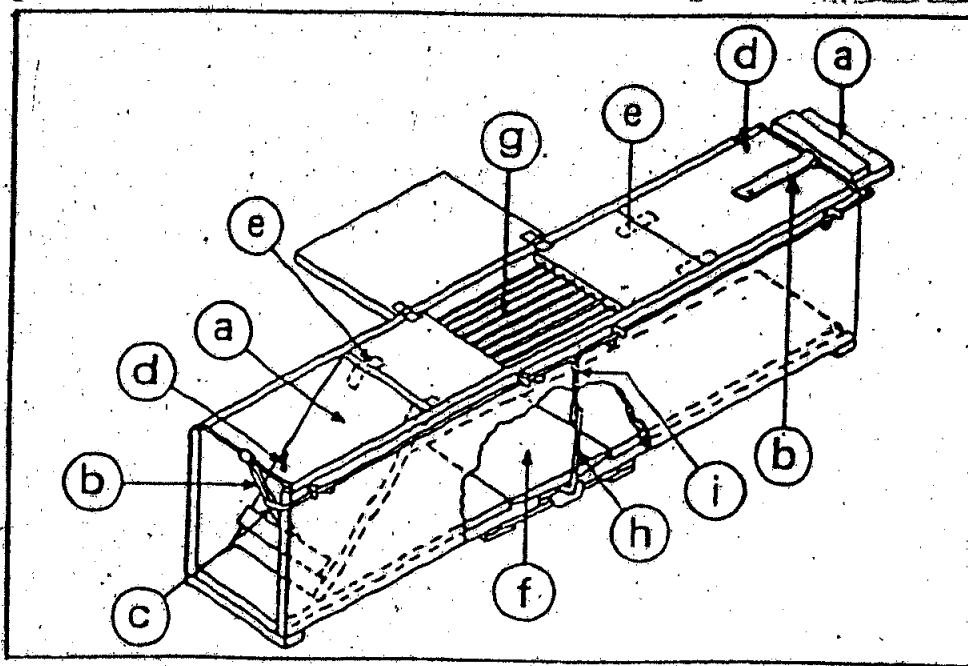
Annexe

a Modèle de "Belletière"



1 Grille ou vitre épaisse, 2 Palette pivotante, 3. Axe; 4. Etrier de fil de fer empêchant la palette de revenir en position initiale.

b) Modèle de "Boîte à fauves"



a. Porte basculante; b. Dispositif anti-ouverture; c. Tige métallique servant à armer le piège; d. Crochet permettant de maintenir les portes ouvertes; e. Charnière; f. Palette; g. Grille; h. et i. Système de détente

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier.

Namur, le 13 juillet 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2525

13. JULI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd in seiner durch das Dekret vom 14. Juli 1994 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 7 a, b und c, 9 und 30ter;

In der Erwägung, daß es zur Vorbeugung der erheblichen Schäden, die von gewissen Wildarten an Kulturen, Viehbeständen, Wäldern, und Fischgründen angerichtet werden, sowie im Interesse der Fauna, der Flora, der Volksgesundheit und der öffentlichen Sicherheit keine andere zufriedenstellende Lösung als die Vernichtung gibt, ohne das Überleben der betroffenen Arten jedoch zu beeinträchtigen;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund der Notwendigkeit, schon ab dem 1. Juli 1995 anwendbare Maßnahmen im Bereich der Vernichtung gewisser Wildarten zu treffen unter Berücksichtigung der Tatsache, daß das Dekret vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd an diesem Datum in Kraft tritt;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. § 1. Jegliche Person, die die Vernichtung eines im vorliegenden Erlaß gemeinten Tiers mit Schusswaffen durchführt, muß volljährig sein und eine Versicherung zur Deckung der haftpflichtigen Folgen seiner Taten abgeschlossen haben.

Für die Beamten und Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen ist die Pflicht, eine solche Versicherung abzuschließen, jedoch nicht anwendbar.

§ 2. Wenn ein Antrag auf Vernichtung in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses günstig beantwortet wird, kann der den Forstbezirk leitende Ingenieur dieser Genehmigung zu jeder Zeit ein Ende setzen wenn die Umstände, die die Vernichtung gerechtfertigt haben, nicht mehr bestehen.

KAPITEL II. — Die Vernichtung des Schwarzwildes

Abschnitt 1. — Die Zeit- und Ortsbedingungen

Art. 2. Unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels kann die Vernichtung des Schwarzwildes in der Wallonischen Region während des ganzen Jahres stattfinden; zwischen einer Stunde vor Sonnenaufgang und einer Stunde nach deren Untergang.

Abschnitt 2. — Die anwendbaren Vernichtungsmethoden

Art. 3. Die Vernichtung des Schwarzwildes darf nur auf dem Ansitz oder auf dem Pirschgang erfolgen, ohne Treiber noch Hunde, und ausschließlich mit Kugelwaffen.

Die Verwendung eines Hundes ist jedoch ausschließlich für das Aufsuchen eines verletzten Tieres erlaubt.

Unter Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 9 bis, § 2, des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd ist die Verwendung von Hochsitzen erlaubt.

Abschnitt 3. - Die zur Durchführung der Vernichtung befugten Personen und die von diesen Personen zu erfüllenden Bedingungen

Art. 4. Die Vernichtung des Schwarzwildes wird vom Inhaber durchgeführt.

Der Inhaber kann folgende Personen ersuchen, die Vernichtung an seiner Stelle durchzuführen:

1° der Jagdberechtigte für die betreffenden Gelände, der dieses Recht dort tatsächlich ausübt und seine vereidigten Jagdhüter;

2° mangels der oben genannten Personen, der Jäger des benachbarten Geländes, unter der Voraussetzung, daß er über einen ordnungsmäßig ausgestellten Jagdschein verfügt, und seine vereidigten Jagdhüter;

3° mangels dieses Jägers, irgendein anderer Jäger, der über einen ordnungsmäßig ausgestellten Jagdschein verfügt.

Art. 5. Die Vernichtung des Schwarzwildes ohne eine vorherige Genehmigung des den Forstbezirk leitenden Ingenieurs und ohne vorherige Benachrichtigung des Jagdberechtigten für das zu schützende Gebiet ist untersagt.

Der Antrag auf Genehmigung ist vom innehabenden Landwirt oder vom Betreiber per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung einzureichen. In diesem Antrag teilt er den Namen der Person mit, die mit der Vernichtung beauftragt wird.

Der den Forstbezirk leitende Ingenieur faßt einen Beschluß innerhalb von drei Werktagen; er darf diese Vernichtung einschränken oder ganz untersagen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, daß der Antrag auf Vernichtung günstig beantwortet worden ist.

Die Genehmigung hat eine Gültigkeitsdauer von höchstens sechs Monaten und ist erneuerbar.

Abschnitt 4. — Vernichtungstreibjagd im Wald zugunsten des Schutzes von Kulturen

Art. 6. In Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels kann der Generaldirektor der Naturschätze und Umwelt auf Gutachten des für das entsprechende Gebiet zuständigen Direktors oder Hauptingenieurs-Dienstleiters zwischen dem 16. Januar und dem 15. April Vernichtungstreibjagden in bestimmten Wäldern und Forsten organisieren wenn in einem Teil der Wallonischen Region festgestellt wird, daß eine zu zahlreiche Schwarzwildbevölkerung erhebliche Schäden an der Landwirtschaft anrichtet.

Diese Vernichtungstreibjagden dürfen nur von folgenden Personen und unter folgenden Bedingungen unternommen werden:

1° der oder die Jagdberechtigten, der bzw. die über einen ordnungsmäßig ausgestellten Jagdschein verfügen;

2° tagsüber, in Anwesenheit der Forstabteilung.

Das Schwarzwild darf nur mit Kugelwaffen abgeschossen werden.

KAPITEL III. — Die Vernichtung des Fuchses, der Verwilderten Hauskatze, des Steinmarders und des Iltisses

Abschnitt 1. — Die Zeit- und Ortsbedingungen

Art. 7. § 1. Die Vernichtung des Fuchses, der verwilderten Hauskatze, des Steinmarders und des Iltisses darf auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region während des ganzen Jahres stattfinden, tags- oder nachtsüber. Die Verwendung von Fallen und Schlingenfallen nach den in Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels bestimmten Modalitäten ist jedoch in einem Abstand von mehr als 50 Metern innerhalb der Wälder und Forste untersagt.

§ 2. Wenn die Vernichtung der in diesem Kapitel gemeinten Tierarten mit einer Schußwaffe erfolgt, darf sie nur zwischen einer Stunde vor Sonnenaufgang und einer Stunde nach deren Untergang erfolgen.

Abschnitt 2. — Die anwendbaren Vernichtungsmethoden

Art. 8. Die Vernichtung der in diesem Kapitel gemeinten Tierarten darf nur mit Schußwaffen sowie mit Fallen und Schlingen erfolgen. Diese dürfen nur so angebracht werden, daß die Vernichtung anderer Tierarten unmöglich ist.

Die Verwendung von Fallen ist auf Fallen mit einem Höchstvolumen von 150 dm³, in denen sich die Tiere nach dem Fang frei bewegen können, begrenzt. Diese Geräte müssen den im Anhang zum vorliegenden Erlaß angeführten Modellen entsprechen.

Hunde werden erlaubt.

Hochsitze dürfen verwendet werden unter Einhaltung der Bestimmungen von Art. 9 bis, § 2, des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd.

Abschnitt 3 - Die zur Durchführung der Vernichtung befugten Personen und die von diesen Personen zu erfüllenden Bedingungen

Art. 9. Die Vernichtung der in diesem Kapitel erwähnten Tierarten kann durch folgende Personen durchgeführt werden:

1° die Inhaber;

2° die Jagdberechtigten, die über einen ordnungsmäßig ausgestellten Jagdschein verfügen;

3° die vereidigten Jagdhüter des Jagdberechtigten, auf dem Gebiet, für das sie beauftragt worden sind;

4° die Beamten und Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen, in den Wäldern und Forsten, die der Forstregelung unterstehen, nur für was den Fuchs und die verwilderte Hauskatze angeht. Diese Beamten und Bediensteten dürfen an den anderen Stellen alle im vorliegenden Kapitel erwähnten Tierarten vernichten, aber nur auf Antrag oder mit der Genehmigung des Inhabers und des Jagdberechtigten;

5° die Mitglieder und Mitarbeiter der veterinärmedizinischen Fakultät der Universität Lüttich, ausschließlich im Rahmen der epidemiologischen Überwachung der Tollwut und der Echinokokkose, zu jeder Zeit, auf und entlang der öffentlichen Wege, sowie auf dem Felde mit der vorherigen Genehmigung des Jagdberechtigten.

In Abweichung von Art. 7, § 2 des vorliegenden Erlasses dürfen die oben erwähnten Personen im ausschließlichen Rahmen dieser epidemiologischen Überwachung während der ganzen Nacht eine Lichtquelle gebrauchen, unter der Voraussetzung, daß der Generaldirektor der Naturschätze und Umwelt dies im voraus genehmigt hat.

KAPITEL IV. — Die Vernichtung des Kaninchens

Abschnitt 1. — Die Zeit- und Ortsbedingungen

Art. 10. Die Vernichtung des Kaninchens kann auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region während des ganzen Jahres erfolgen, tags- oder nachtsüber.

Wenn diese Vernichtung mit Schußwaffen sowie mit Kaninchengarn und Frettchen durchgeführt wird, darf sie nur zwischen einer Stunde vor Sonnenaufgang und einer Stunde nach deren Untergang stattfinden.

Abschnitt 2. — Die anwendbaren Vernichtungsmethoden

Art. 11. Die Vernichtung des Kaninchens kann mit folgenden Mitteln erfolgen:

1° mit einer Schußwaffe, mit oder ohne Frettchen, mit oder ohne Hunde;

2° mit Kaninchengarn und Frettchen;

3° mit Schlingenfallen, die am Eingang des Kaninchenbaus oder in den Wechsellern angebracht werden, auf eine Weise, die den Fang anderer Tierarten unmöglich macht.

Abschnitt 3. — Die zur Durchführung

der Vernichtung befugten Personen und die von diesen Personen zu erfüllenden Bedingungen

Art. 12. § 1. Die Vernichtung des Kaninchens kann vorrangig von folgenden Personen durchgeführt werden:

1° Der Jagdberechtigte, der über einen ordnungsmäßig ausgestellten Jagdschein verfügt.

Wenn das vom Jagdberechtigten zu schützende Gelände die in Artikel 2bis, § 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd nicht erfüllt, kann die Vernichtung nur nach einer vorherigen Genehmigung des den Forstbezirk leitenden Ingenieurs erfolgen. Dieser kann die Genehmigung verweigern, wenn er der Ansicht ist, daß die Begründung unzureichend ist, oder aus Gründen der Personensicherheit.

Der Antrag wird per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung eingereicht. Der Antragsteller erwähnt den Namen, Vornamen und die Anschrift der eventuellen Vertreter und die genaue Ortsangabe der betreffenden Parzellen. Der den Forstbezirk leitende Ingenieur faßt seinen Beschluß innerhalb von fünfzehn Werktagen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, daß der Antrag auf Vernichtung günstig beantwortet worden ist.

Die Genehmigung hat eine Gültigkeitsdauer von höchstens zwölf Monaten und ist erneuerbar.

2° Die vereidigten Jagdhüter der Jagdberechtigten, auf den Geländen, für die sie beauftragt worden sind;

3° Der Inhaber oder dessen Vertreter, mit einer vorherigen Genehmigung im Sinne von Pos. 1° des vorliegenden Artikels. Gegebenenfalls werden im Antrag der Name und die vollständige Anschrift des oder der Vertreter angeführt.

§ 2. Die Beamten und Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen dürfen die Vernichtung des Kaninchens in den der Forstregelung unterstehenden Wäldern und Forsten durchführen. Diese Beamten und Bediensteten dürfen diese Vernichtung ebenfalls an den anderen Stellen vornehmen, aber nur auf Antrag des Inhabers und des Jagdberechtigten oder mit dessen Genehmigung;

§ 3. In den Besitzen, die einem öffentlichen Eigentümer gehören, kann der den Forstbezirk leitende Ingenieur jede Person erlauben, das Kaninchen mittels Kaninchengarn und Frettchen zu vernichten, mit dem Einverständnis des Eigentümers.

KAPITEL V. — Die Vernichtung der Ringeltaube

Abschnitt 1. — Die Zeit- und Ortsbedingungen

Art. 13. Die Vernichtung der Ringeltaube darf auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region nur tagsüber stattfinden:

a) vom 1. März bis zum 30. Juni: in den Flachsfeldern;

b) vom 1. März bis zum 31. August: in den Feldbohlen-, Erbsen- und Kaffeezichoriefeldern (*Cichorium intybus* L.);

c) vom 15. August bis zum 30. Juni: in den Winter- und Frühlingsrapfeldern;

d) vom 1. April bis zum 15. November: in den Sonnenblumenfeldern.

Abschnitt 2. — Die anwendbaren Vernichtungsmethoden

Art. 14. Für die Vernichtung der Ringeltaube dürfen nur Schrotbüchsen und Schrotpatronen verwendet werden, mit Ausnahme von jeglicher halbautomatischen oder automatischen Waffe, deren Magazin mehr als zwei Patronen enthalten kann.

Die Verwendung von Lockvögeln ist während der Vernichtungsaktion erlaubt.

Abschnitt 3. — Die zur Durchführung

der Vernichtung befugten Personen und die von diesen Personen zu erfüllenden Bedingungen

Art. 15. § 1. Die Vernichtung der Ringeltaube darf von folgenden Personen durchgeführt werden:

1° Der Jagdberechtigte, der dieses Jagdrecht auf den Geländen, wo die Vernichtung geplant wird, tatsächlich ausübt, seine vereidigten Jagdhüter oder seine Vertreter;

2° Der Inhaber der Gelände, wo die Vernichtung geplant wird, seine vereidigten Jagdhüter oder seine Vertreter.

Das Vernichtungsrecht kommt vorrangig dem Jagdberechtigten, seinen vereidigten Jagdhütern oder seinen Vertretern zu. Dieser Jagdberechtigte kann aber auch sein Vorrangsrecht zugunsten des Inhabers aufgeben durch ein von ihm geschriebenes und unterzeichnetes Dokument. Diese Unterlage erwähnt mindestens die Namen, Vornamen und Anschriften der betroffenen Personen und die genaue Ortsbezeichnung der Gelände. Der Inhaber oder seine Vertreter müssen bei den Vernichtungsaktionen dieses Dokument bei sich haben.

Wenn der Inhaber der Ansicht ist, daß der Jagdberechtigte sein Vernichtungsrecht auf unzureichende Weise ausübt und sich verweigert, dieses Recht zugunsten des Inhabers aufzugeben, kann letzterer per Einschreiben beim den Forstbezirk leitenden Ingenieur die Genehmigung beantragen, die Vernichtung der Ringeltaube selbst auszuführen oder durch seinen Vertreter ausführen zu lassen.

Der den Forstbezirk leitende Ingenieur kann die Genehmigung verweigern, wenn er der Ansicht ist, daß die Begründung unzureichend ist, oder aus Gründen der Personensicherheit.

§ 2. Der Jagdberechtigte oder der Inhaber darf unter seiner eigenen Verantwortung einen einzigen Vertreter mit der Vernichtung auf einer Fläche von höchstens 5 ha beauftragen. Diese Beauftragung muß schriftlich erfolgen und der Vertreter muß dieses Schreiben bei sich haben.

§ 3. Zwecks der Vernichtung der Ringeltaube, muß der Jagdberechtigte:

- 1° über einen ordnungsmäßig ausgestellten und für das laufende Jagdjahr gültigen Jagdschein verfügen;
- 2° sein Jagdrecht auf den Geländen, wo die Vernichtung geplant wird, rechtmäßig ausüben können.

Die Verpflichtung, zwecks der Vernichtung über einen Jagdschein zu verfügen, gilt nicht für den Inhaber, dessen Vertreter oder den Vertreter des Jagdberechtigten, und die vereidigten Jagdhüter.

Darüber hinaus dürfen die Vertreter nicht wegen Verstöße gegen das Jagdrecht, Angriffe gegen Personen oder Güter verurteilt worden sein. Sie müssen imstande sein, zu jeder Zeit eine effiziente Vernichtung der Ringeltaube durchführen zu können.

Art. 16. Jegliche Person, die die Vernichtung der Ringeltaube unternimmt, ist verpflichtet:

- 1° eine jährliche Genehmigung des den Forstbezirk leitenden Ingenieurs einzuholen, welche die betroffenen Parzellen genau angibt.

Der den Forstbezirk leitende Ingenieur faßt einen Beschluß innerhalb von drei Werktagen; er darf diese Vernichtung einschränken oder ganz untersagen.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, daß der Antrag auf Vernichtung günstig beantwortet worden ist.

- 2° diese Genehmigung auf Ersuchen der in Art. 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Bediensteten, die besonders mit der Kontrolle dieser Vernichtung beauftragt werden, vorzuzeigen.

Art. 17. Zu jeder Zeit ist es verboten, die vernichteten Vögel zum Verkauf anzubieten; sie dürfen nicht außerhalb der Wallonischen Region transportiert werden.

*KAPITEL VI. — Die Vernichtung Gewisser Wildarten,
die die Volksgesundheit oder die Öffentliche Sicherheit Gefährden*

Art. 18. In der gesamten Wallonischen Region ist der den betroffenen Forstbezirk leitende Ingenieur berechtigt, die Genehmigung oder den Befehl abzugeben, ein Tier, das der Kategorie "Großwild" oder "Andere Wildarten" angehört, mit Ausnahme der Vögel, und das die Volksgesundheit oder die öffentliche Sicherheit plötzlich und ernsthaft gefährdet, durch jegliche Person, die dazu imstande ist, und durch irgendwelche Mittel, unmittelbar vertreiben, fangen oder vernichten zu lassen.

Er entscheidet ebenfalls sofort über die Bestimmung des gefangenen oder getöteten Tieres.

KAPITEL VII. — Schlußbestimmungen

Art. 19. Folgende Erlasse werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlaß vom 24. Juni 1952 zur Bestimmung der erlaubten Mittel und Geräte für die Vernichtung des Wildkaninchens;

2° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 1994 zur Durchführung des Artikels 34 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 und zur Festlegung der Bedingungen für die Vernichtung des Wildschweins durch die Inhaber und ihre vereidigten Jagdhüter;

3° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. März 1995 zwecks Genehmigung der Vernichtung der Ringeltaube in gewissen Kulturen der Wallonischen Region.

Art. 20. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

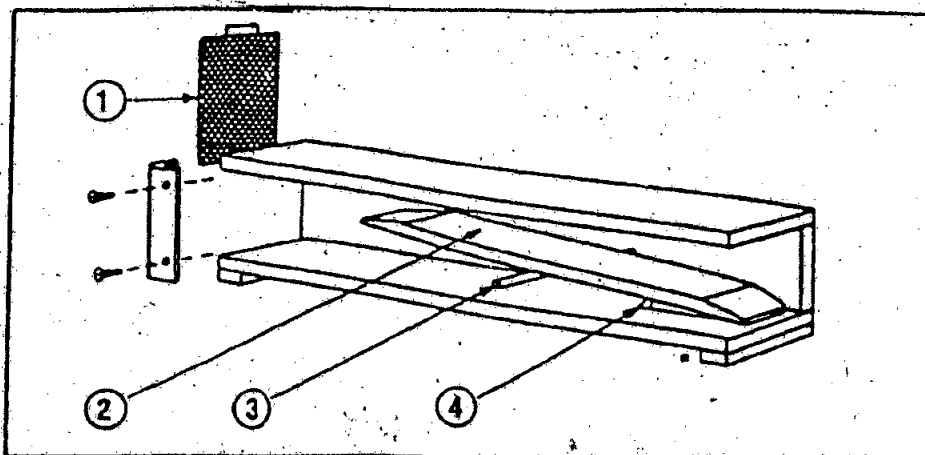
Namur, den 13. Juli 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B. und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

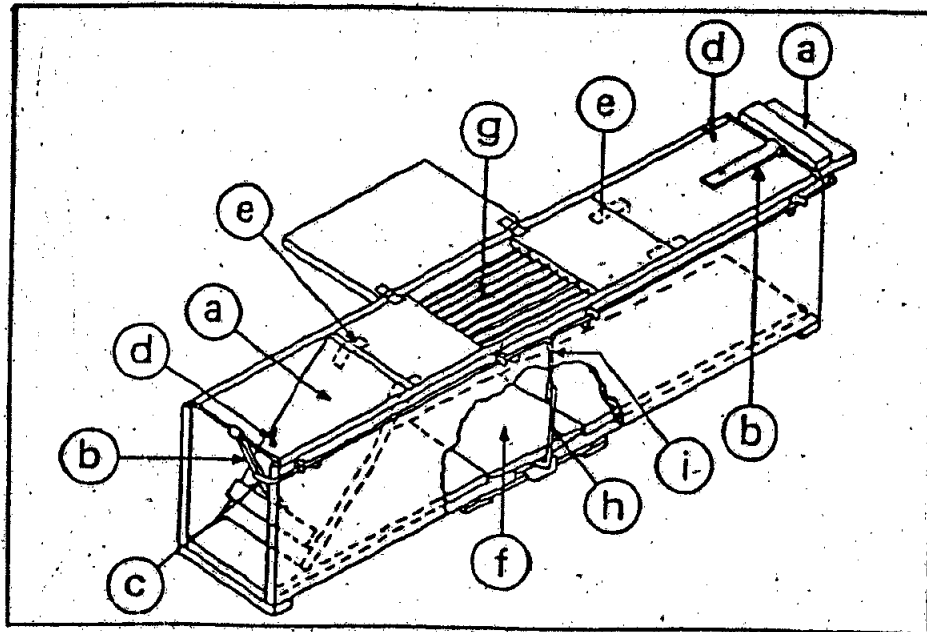
Anhang

a) Modell einer "Wjeselfalle"



1. Gitter oder starke Glasscheibe; 2. Schwenkbrett; 3. Achse; 4. Eisendrahtbügel, wodurch das Schwenkbrett nicht mehr in seine Ursprungsstellung zurückkehren kann.

b) Modell eines "Raubtierfangkastens"



a. Schwenktür; b. Sperrvorrichtung; c. Metallstange zum Spannen der Falle; d. Haken zum Aufhalten der Türen; e. Scharnier; f. Brett; g. Gitter; h. und i. Auslösemechanismus.

Gesehen und genehmigt, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juli 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B. und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 - 2525

[C - 27498]

**13 JULI 1995. — Besluit van de Waalse Regering
tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari-1882, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, inzonderheid op artikelen 7 a, b en c, 9 en 30ter;

Overwegende dat het geboden is belangrijke schade veroorzaakt door sommige soorten wild aan teelten, veeteelt, bossen, vissereien te voorkomen en in het belang van de fauna en flora, volksgezondheid en -veiligheid, er geen andere bevredigende oplossing bestaat dan de bestrijding, zonder voor zover de overleving van de betrokkene bevolkingen te schaden;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is maatregelen inzake bestrijding van sommige soorten wild te treffen, die toepasselijk zijn vanaf 1 juli 1995, datum van inkrachttrading van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Iedereen die elk bij dit besluit bedoelde dier bestrijdt met een vuurwapen moet meerderjarig zijn en in het bezit zijn van een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering.

De ambtenaren en aangestelden van de afdeling Natuur en Bossen hoeven echter niet in het bezit te zijn van deze verzekering.

§ 2. Indien, bij toepassing van de bepalingen van dit besluit, een aanvraag tot bestrijding met gunstig gevolg aanvaard wordt, kan de ingenieur-hoofd van de houtvesterij deze machtiging op elk ogenblik doen beëindigen wanneer de omstandigheden die de bestrijding rechtvaardigen, niet meer bestaan.

HOOFDSTUK II. — Bestrijding van het wild zwijn

Afdeling 1. — Tijd- en plaatsomstandigheden

Art. 2. Overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk kan de bestrijding van het wild zwijn gans het jaar plaatsvinden, tussen één uur voor zonsopgang en één uur na zonsondergang, in het hele Waalse Gewest

Afdeling 2. — Toepastbare methodes

Art. 3. De bestrijding van het wild zwijn kan enkel plaatsvinden bij bers- of loerjacht, zonder drijvers noch honden en enkel met kogels.

Het gebruik van een hond is echter gemachtigd uitsluitend voor de opsporing van een gekwetst dier.

De jachtkansel kan gebruikt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 9bis, § 2, van de jachtwet van 28 februari 1882.

Afdeling 3. — Bevoegde personen voor de bestrijding en voorwaarden die zij moeten vervullen

Art. 4. De bestrijding van het wild zwijn gebeurt door de grondgebruiker.

De grondgebruiker kan de volgende personen verzoeken deze bestrijding in zijn plaats te verrichten :

1° de houder van het jachtrecht op de betrokken terreinen, die werkelijk dit recht crop uitoefent en zijn beëdigde wachters;

2° bij hun ontstentenis, de jager op het grondgebied dat langs de betrokken terreinen ligt, in het bezit van een regelmatig verlof, alsmede zijn beëdigde wachters;

3° bij ontstentenis van deze jager, iedere andere jager in het bezit van een regelmatig verlof.

Art. 5. Het is verboden het wild zwijn te bestrijden zonder vooraangaande machtiging van de ingenieur-hoofd van de houtvesterij en zonder kennisgeving aan de houder van het jachtrecht op het te beschermen gebied.

De aanvraag moet door de de landbouwer-grondgebruiker of door de grondgebruiker ingediend worden per aangetekend schrijven of met een ontvangstbewijs. Zij bepaalt de identiteit van de persoon die tot de bestrijding zal overgaan.

De ingenieur-hoofd van de houtvesterij neemt een beslissing binnen drie werkdagen en kan deze bestrijding beperken of verbieden.

Na deze termijn wordt de aanvraag tot bestrijding beschouwd als gunstig te zijn aangenomen.

Deze machtiging is geldig voor een periode van maximaal zes maanden en is hernieuwbaar.

Afdeling 4. — De bestrijdingsklopjachten in het bos voor de bescherming van teelten

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk en wanneer vastgesteld wordt dat in een deel van het Waalse Gewest de aanwezigheid van een te groot aantal wilde zwijnen belangrijke schade aan de landbouw veroorzaakt, kan de directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, op advies van de directeur of van de ingenieur-hoofd van de houtvesterij, bestrijdingsklopjachten machtigen in bepaalde bossen en wouden tussen 16 januari en 15 april.

Deze klopjachten kunnen enkel uitgevoerd worden :

1° door de houder(s) van het jachtrecht in het bezit van een regelmatige vergunning;

2° overdag, in de aanwezigheid van de bosdienst.

Het schieten van wild zwijn gebeurt enkel met kogels.

HOOFDSTUK III. — Bestrijding van vos, verwilderde kat, wezel en bunzing*Afdeling 1. — Tijd- en plaatsomstandigheden*

Art. 7. § 1. De bestrijding van vos, verwilderde kat, wezel en bunzing kan het hele jaar plaatsvinden, zowel overdag als 's nachts, op het hele grondgebied van het Waalse Gewest. Het gebruik van vallen en tuigen overeenkomstig de in afdeling 2 van dit hoofdstuk voorziene wijzen is verboden op meer dan 50 meter binnen de bossen en wouden.

§ 2. Wanneer de bij dit hoofdstuk bedoelde diersoorten bestreden worden met een vuurwapen, kan dit enkel plaatsvinden tussen één uur voor zonsopgang en één uur na zonsondergang.

Afdeling 2. — Toepasbare methodes

Art. 8. De bestrijding van de bij dit hoofdstuk bedoelde diersoorten kan enkel plaatsvinden bij middel van vuurwapens, alsook van vallen en tuigen die zodanig geplaatst zijn dat de bestrijding van andere dieren onmogelijk is.

Het gebruik van vallen is beperkt tot vallen met een maximale inhoud van 150 dm³ die de dieren toelaten zich vrij te bewegen na hun vangst en die overeenstemmen met de modellen van de bijlage bij dit besluit.

Het gebruik van honden is gemachtigd.

De jachtkansel kan gebruikt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 9bis, § 2, van de jachtwet van 28 februari 1882.

Afdeling 3. — Bevoegde personen voor de bestrijding en voorwaarden die zij moeten vervullen

Art. 9. De bestrijding van de bij dit hoofdstuk bedoelde diersoorten kan uitgevoerd worden door :

1° de grondgebruikers;

2° de houders van het jachtrecht in het bezit van een regelmatige vergunning;

3° de beëdigde wachters van de houder van het jachtrecht op het grondgebied waar zij gecommisioneerd zijn,

4° de ambtenaren en aangestelden van de afdeling Natuur en Bossen, in de bossen en wouden onder bosregeling, enkel wat betreft vos en verwilderde kat. Deze ambtenaren en aangestelden kunnen overgaan tot de bestrijding van alle bij dit hoofdstuk bedoelde diersoorten op alle andere plekken, maar slechts op verzoek van of met de instemming van de grondgebruiker en van de houder van het jachtrecht;

5° de leden en medewerkers van de "Faculté de Médecine vétérinaire" van de Universiteit Luik enkel in het raam van het epidemietoezicht op hondsdoelheid en echinococcosis, te allen tijde, op en langs de openbare wegen, alsook in open veld mits vooraangaand akkoord van de houder van het jachtrecht.

In afwijking van artikel 7, § 2, van dit besluit en enkel in het raam van dit epidemietoezicht kunnen hoger genoemde personen een lichtbron de hele nacht gebruiken mits vooraangaande machtiging van de directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK IV. — Bestrijding van het konijn*Afdeling 1. — Tijd- en plaatsomstandigheden*

Art. 10. De bestrijding van konijn kan het gansé jaar plaatsvinden, zowel overdag als 's nachts, op het hele grondgebied van het Waalse Gewest.

Wanneer deze bestrijding gebeurt met een vuurwapen, alsook met konijnennetten en fret, kan zij enkel plaatsvinden tussen één uur voor zonsopgang en één uur na zonsondergang.

Afdeling 2. — Toepasbare methodes

Art. 11. De bestrijding van het konijn kan plaatsvinden :

- 1° bij middel van een vuurwapen, met of zonder fret, met of zonder honden;
- 2° bij middel van konijnennetten en fret;
- 3° bij middel van tuigen geplaatst aan de ingang van de konijnenhollen of in hun dwaalwegen, zodanig dat de vangst van andere dieren onmogelijk is.

Afdeling 3. — Bevoegde personen voor de bestrijding en voorwaarden die zij moeten vervullen

Art. 12. § 1. De bestrijding van het konijn gebeurt bij voorrang door :

- 1° de houder van het jachtrecht in het bezit van een regelmatige vergunning.
- Wanneer het door de houder van het jachtrecht te beschermen terrein de voorwaarden niet vervuld, die bedoeld zijn in artikel 2bis, § 1, van de jachtwet van 28 februari 1882, kan de bestrijding enkel plaatsvinden na een voorafgaande machtiging van de ingenieur-hoofd van de houtvesterij, die het verzoek kan weigeren indien hij acht dat de motivatie niet gegrond is of wegens de veiligheid van de personen.

De aangeleekende of met ontvangstbewijs ingediende aanvraag vermeldt de naam, voornaam en het adres van de eventuele afgevaardigden, alsook de juiste ligging van de betrokken percelen. De ingenieur-hoofd van de houtvesterij neemt een beslissing binnen vijftien werkdagen.

Na deze termijn wordt de aanvraag tot bestrijding beschouwd als gunstig te zijn aangenomen.

De verleende machtiging is geldig voor maximum twaalf maanden en is vernieuwbaar;

- 2° de beëdigde wachters van de houder van het jachtrecht op de terreinen waar zij gecommisioneerd zijn,
 - 3° de grondgebruiker of zijn afgevaardigde, mits de voorafgaande machtiging bedoeld in punt 1° van dit artikel.
- In voorkomend geval bepaalt de aanvraag de identiteit en het volledig adres van de afgevaardigde(n).

§ 2. De ambtenaren en aangestelden van de afdeling Natuur en Bossen kunnen het konijn bestrijden in de bossen en wouden onder bosregeling. Deze ambtenaren en aangestelden kunnen overgaan tot deze bestrijding op alle andere plekken, maar slechts op verzoek van of met de instemming van de grondgebruiker en van de houder van het jachtrecht.

§ 3. In de eigendommen van een openbare eigenaar kan de ingenieur-hoofd van de houtvesterij iedereen machtigen het konijn te bestrijden met konijnennetten en fret met de instemming van de eigenaar.

HOOFDSTUK V. — Bestrijding van de houtduif*Afdeling 1. — Tijd- en plaatsomstandigheden*

Art. 13. De bestrijding van de houtduif is gemachtigd enkel overdag op het hele grondgebied van het Waalse Gewest :

- a) van 1 maart tot 30 juni :
in de vlasteelten;
- b) van 1 maart tot 31 augustus :
in de bonen-, erwten- en cichoreiteelt (*Cichorium intybus* L.)
- c) van 15 augustus tot 30 juni :
in de winter- en lentekoolzaadteelten
- d) van 1 april tot 15 november :
in de zonnebloemteelten.

Afdeling 2. — Toepasbare methodes

Art. 14. Voor de bestrijding van de houtduif mogen alleen geweren met een gladde loop en hagelpatronen gebruikt worden, met uitzondering van elk half-automatisch of automatisch wapen waarvan de patroonhouder meer dan twee patronen kan bevatten.

Afdeling 3. — Bevoegde personen voor de bestrijding en voorwaarden die zij moeten vervullen

Art. 15. § 1. 1° De houder van het jachtrecht, die dit recht werkelijk uitoefent op de terreinen waar de bestrijding zal plaatsvinden, zijn beëdigde wachters of zijn afgevaardigden;

2° de gebruiker van de terreinen waar de bestrijding zal plaatsvinden, zijn beëdigde wachters of zijn afgevaardigden zijn gemachtigd de houtduif te bestrijden.

Het bestrijdingsrecht komt bij voorrang toe tot de houder van het jachtrecht, zijn beëdigde wachters of zijn afgevaardigden. Hij kan ook zijn voorrangrecht afstaan aan de grondgebruiker bij middel van een door hem opgesteld en ondertekend dokument. Dit dokument vermeldt ten minste de namen, voornamen en adressen van de betrokken personen, alsook de nauwkeurige ligging van de betrokken gronden. De grondgebruiker of zijn afgevaardigden moeten dit dokument bij zich hebben wanneer zij overgaan tot de bestrijding.

Indien de titularis van het jachtrecht zijn bestrijdingsrecht volgens de grondgebruiker onvoldoende gebruikt en weigert er afstand van te doen ten voordele van de grondgebruiker, kan deze de machtiging voor de bestrijding van de houtduif, voor hemzelf of zijn afgevaardigde, aan de ingenieur-hoofd van de houtvesterij bevoegd voor het grondgebied vragen.

De ingenieur-hoofd van de houtvesterij kan deze aanvraag weigeren indien hij deze motivatie ongegrond beschouwt of wegens redenen van openbare veiligheid.

§ 2. De houder van het jachtrecht of de grondgebruiker kunnen, onder eigen verantwoordelijkheid, één enkel afgevaardigde per vijf hectare of deel van vijf hectare belasten met de bestrijding. Deze machtiging moet schriftelijk gebeuren en de afgevaardigde moet ze bij zich hebben.

§ 3. Om tot de bestrijding van de houtduif te kunnen overgaan, moet de houder van het jachtrecht :

- a) in het bezit zijn van een geldig jachtverlof voor het lopend jachtseizoen;
- b) zijn jachtrecht wettelijk kunnen uitoefenen op de gronden waar de bestrijding voorzien is.

De grondgebruiker, de afgevaardigde van de grondgebruiker of van de houder van het jachtrecht, alsook de beëdigde wachters zijn niet verplicht in het bezit te zijn van een jachtvergunning om te kunnen overgaan tot de bestrijding.

Bovendien mogen de afgevaardigden geen veroordeling opgelopen hebben wegens jachtmisdrijf, misdrijven tegen personen of eigendommen. Zij moeten in staat zijn om op elk ogenblik over te gaan tot een doeltreffende bestrijding van de houtduif.

Art. 16. Iedereen, die overgaat tot de bestrijding van de houtduif, is gehouden :

1° ieder jaar een machtiging van de ingenieur-hoofd van de houtvesterij te bekomen, waarin de betrokken percelen vermeld worden. De ingenieur-hoofd van de houtvesterij, die een beslissing neemt binnen drie werkdagen, kan deze bestrijding beperken of verbieden. Na deze termijn wordt de aanvraag tot bestrijding beschouwd als gunstig te zijn aangenomen,

2° deze machtiging te tonen op elk verzoek van de in artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882 bedoelde agenten die bijzonder belast zijn met het toezicht op deze bestrijding.

Art. 17. Het is ten alle tijde verboden de bestreden vogels in de handel te brengen; zij mogen niet uit het Waalse Gewest vervoerd worden.

HOOFDSTUK VI. — Bestrijding van bepaald wild dat de volksgezondheid of -veiligheid bedreigt

Art. 18. In het hele Waalse Gewest, wanneer een dier behorend tot de categorie "grof wild" of tot de categorie "ander wild", de vogels uitgesloten, de volksgezondheid of -veiligheid plots en ernstig bedreigt, kan de ingenieur-hoofd van de houtvesterij iedere persoon geschikt voor deze handeling en bij elk middel onmiddellijk machtigen of verplichten het te verdrijven, vangen of bestrijden.

Hij neemt dadelijk een beslissing betreffende het gebruik van het gevangen of gedood dier.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 19. 1° Het koninklijk besluit van 24 juni 1952 waarbij de middelen en tuigen worden bepaald die mogen worden aangewend voor de jacht op wilde konijnen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 1994 houdende uitvoering van artikel 34 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht en houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder de grondgebruikers en hun beëdigde wachters het wild zwijn kunnen verdelgen;

3° het besluit van de Waalse Regering van 2 maart 1995 waarbij de bestrijding van de houtduif wordt toegestaan in zekere teelten van het Waalse Gewest, worden opgeheven.

Art. 20. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

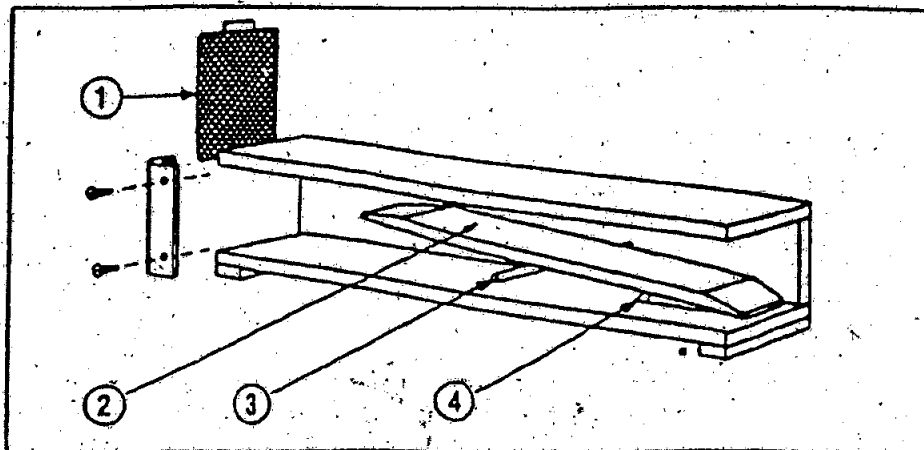
Namen, 13 juli 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

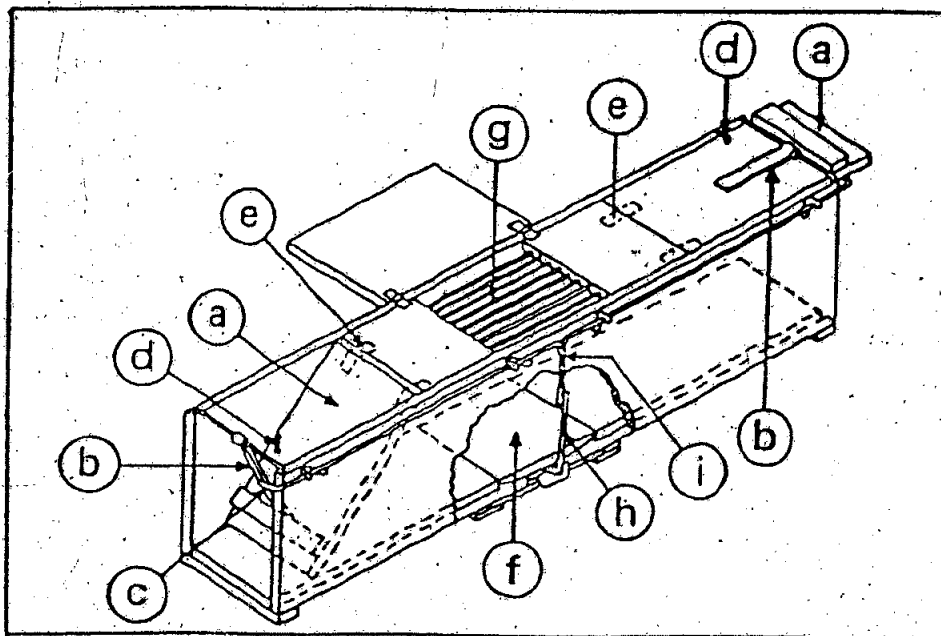
Bijlage

a Model van "wezelval"



1 Rooster of dikke ruit, 2 Draaiende slagplank, 3 As, 4. Beugel uit ijzeren draad die belet dat de slagplank tot haar oorspronkelijke stand terugkomt

b) Model van "Kastval voor roofdieren"



a. Valdeur; b. Anti-openingsvoorziening; c. Metalen stang voor het spannen van de val; d. Haak om de deuren open te houden; e. Scharnier; f. Slagplank; g. Rooster; h. en i. Slagveersysteem.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild.

Namen, 13 juli 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 - 2526

[C - 27497]

20 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale;

2° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

3° administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

4° commune : la commune dans laquelle est situé le logement visé par le décret;

5° attestation de conformité : le document certifiant que toutes les normes de qualité établies par le décret et par le présent arrêté sont respectées;

6° enquêteur : la personne agréée en vertu du présent arrêté pour délivrer l'attestation de conformité.

CHAPITRE II. — Normes de qualité des logements

Art. 2. Les causes d'insalubrité arrêtées en exécution de l'article 2, 1°) du décret sont établies selon les critères suivants :

§ 1er. Instabilité

Les critères d'instabilité de l'enveloppe extérieure et de la structure portante du logement sont :

a) les défauts ou insuffisances au niveau des fondations,